



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Collège des Bourgmestre et Échevins

Présents

Sophie de Vos, *Bourgmestre f.f.-Président* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusé

Véronique Artus, *Présidente du C.P.A.S.*

Séance du 11.12.18

#Objet : Collège des Bourgmestre et Echevins - règlement d'ordre intérieur - modification#

Secrétariat

Le Collège,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 103 à 107;

Revu le règlement d'ordre intérieur du Collège du 07.07.2009 ;

DECIDE :

d'arrêter le règlement d'ordre intérieur du Collège comme suit :

Règlement d'ordre intérieur du Collège des Bourgmestre et Echevins

Chapitre I : Généralités

Article 1 : Le présent règlement d'ordre intérieur s'applique aux séances ordinaires du collège des bourgmestres et échevins.

Article 2 : Sauf décision du Bourgmestre, les séances ordinaires se tiennent tous les mardis à partir de 10:00 dans la salle dite « salle du Collège » de la maison communale, rue Idiers.

Article 3 : La séance débute sous la présidence du bourgmestre ou, en cas d'absence de ce dernier, de l'échevin le premier dans l'ordre du scrutin et ainsi de suite.

Le président du CPAS assiste aux séances du collège. Il ne compte pas dans le quorum de présence.

Le président du CPAS ne peut siéger :

- lorsque le collège exerce la tutelle sur les décisions du conseil de l'action sociale ;
- en matière disciplinaire ;
- en matière d'établissement et de recouvrement de taxes.

Chapitre II : Ordre du jour

Article 4 : Le projet d'ordre du jour est arrêté par le secrétaire communal au plus tard le premier jour ouvrable de la semaine qui précède la séance après approbation des points par les échevins et le Bourgmestre.

Article 5 : Les points repris au projet de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté et reprennent, pour chaque cas, la proposition de décision et de délibération faite par les services.

En cas d'impact budgétaire, le rapport doit le mentionner, préciser la recette générée ou l'article sollicité et la nécessité ou non d'une modification budgétaire. Il doit être visé par le Receveur. En cas de décision intéressant un travailleur, la gestionnaire des ressources humaines doit apposer son visa.

En cas de décision ayant un impact sur la sécurité et le bien-être des travailleurs (adaptation du lieu de travail, acquisition d'équipements de travail ou de matériel à utiliser par les travailleurs), le visa du conseiller en prévention doit être sollicité.

Article 6 : L'ordre du jour est communiqué aux membres du collège, à la présidente du CPAS et aux membres du comité de direction le lundi qui précède le jour du collège à midi au plus tard.

L'ordre du jour peut être assorti d'un projet de procès-verbal contenant, outre l'intitulé des points, les propositions de décisions.

Article 7 : Si un membre du Collège est en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 92 de la Nouvelle loi communale ou si un membre du Collège, son ou sa conjointe ou un de ses parents ou alliés jusqu'au 4^{ème} degré, est en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou a des intérêts conflictuels au sens de l'article 69 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, il en informe le secrétaire avant de viser tout point dont un service sollicite la mise à l'ordre du jour du Collège ou du Conseil ou avant la séance à laquelle un de ses collègues a mis un tel point à l'ordre du jour.

Si un membre du personnel est dans la même situation, il ne peut préparer, viser ni exécuter la décision créant la situation de conflit d'intérêts ou donnant lieu à un intérêt conflictuel.

Article 8 : Les rapports qui ne respectent pas les règles de forme ou de fond prescrites par le présent règlement ou le processus implémenté dans le logiciel de gestion des assemblées ne peuvent pas être inscrits au projet d'ordre du jour.

Article 9 : Pour autant qu'il existe une urgence objective, les services et les membres du collège peuvent présenter des analyses non reprises à l'ordre du jour. Le service doit alors signaler l'urgence au secrétaire et au Bourgmestre qui décident de le mettre à l'ordre du jour. Dans la mesure du possible, le secrétaire les communique, avant la séance, aux échevins et à la présidente du CPAS. Le chef de service ainsi que le gestionnaire du dossier qui a rédigé ce rapport restent à la disposition du collège jusqu'à ce qu'il soit délibéré sur ce point.

Le rapport au collège devra décrire substantiellement le motif de l'urgence, les raisons objectives qui n'ont pas permis au service de présenter le point dans les délais impartis et les conséquences d'un défaut de décision du collège.

Tout membre du collège, en ce compris le président du CPAS peut solliciter le vote sur un point déposé en urgence.

Chapitre III : La séance

Article 10 : L'ordre du jour est présenté par le président de séance.

En cas d'auditions de personnes, la séance débute par ces auditions. Elle se poursuit par la discussion sur les points où le président du CPAS ne peut siéger et se clôture par les éventuels points déposés en urgence.

Article 11 : Le secrétaire communal peut dispenser des conseils juridiques et administratifs au collège. Il n'est pas tenu d'une quelconque obligation d'examen ni de conseil à l'égard des points déposés en urgence.

Article 12 : Le vote peut être demandé par le président de séance sur chaque point. Dans ce cas, les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage, la proposition est rejetée.

La présente délibération sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Collège approuve le projet de délibération.

AINSII FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Bourgmestre f.f.-Président,
(s) Sophie de Vos

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 11 décembre 2018

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen

Aanwezig	Sophie de Vos, <i>Voorzitter-Burgemeester d.d.</i> ; Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Véronique Artus, <i>Voorzitter van het O.C.M.W.</i>

Zitting van 11.12.18

#Onderwerp : College van burgemeester en schepenen - huishoudelijk reglement - wijziging#

Secretariaat

Het College,,

Gelet op artikels 103 tot en met 107 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het huisoudelijk reglement van het Schepencollege van 07.07.2009 ;

BESLUIT

het huishoudelijk reglement van het college van burgemeester en schepenen als volgt vast te stellen:

Huishoudelijk reglement van het college van burgemeester en schepenen

Hoofdstuk I: Algemeen

Artikel 1: Dit huishoudelijk reglement is van toepassing op de gewone vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 2: Behoudens beslissing van de burgemeester, vinden de gewone vergaderingen plaats elke dinsdag vanaf 10.00 uur in de "zaal van het college" van het gemeentehuis, Idiersstraat.

Artikel 3: De vergadering vindt plaats onder het voorzitterschap van de burgemeester of, wanneer hij verhinderd is, van de eerstgekozen schepen en zo verder.

De voorzitter van het OCMW woont de vergaderingen van het college bij. Hij wordt niet meegerekend voor het aanwezigheidsquorum.

De voorzitter van het OCMW kan niet zetelen:

- wanneer het college het toezicht uitoefent op de beslissingen van de raad voor maatschappelijk welzijn;
- in tuchtzaken;
- in zaken van vestiging en invordering van belastingen.

Hoofdstuk II: Agenda

Artikel 4: De ontwerpagenda wordt vastgesteld door de gemeentesecretaris uiterlijk de eerste werkdag van de week voor de vergadering na goedkeuring van de agendapunten door de schepenen en de burgemeester.

Artikel 5: De punten van de ontwerpagenda moeten duidelijk zijn en telkens het voorstel van besluit en van beraadslaging van de diensten vermelden.

Wanneer er een budgettaire weerslag is, moet het verslag daarvan melding maken, de ontvangsten vermelden of het ingeroepen artikel en de noodzaak, al dan niet, van een begrotingswijziging. De ontwerpagenda moet geviseerd worden door de Ontvanger. In geval van een besluit waarbij een werknemer betrokken is, moet de HR-beheerder haar paraaf plaatsen.

In geval van een besluit met een impact op de veiligheid en het welzijn van de werknemers (wijziging arbeidsplaats, aankoop werklijdijf of werkmateriaal te gebruiken door de werknemers), moet de goedkeuring gevraagd worden van de preventieadviseur.

Artikel 6: De agenda wordt op de maandag voor de datum van het college, uiterlijk 's middags, meegeleed

aan de leden van het college, aan de voorzitter van het OCMW en aan de leden van het directiecomité. Bij de agenda kan een ontwerp van proces-verbaal gevoegd zijn, met naast de titels van de agendapunten, de voorstellen van besluit.

Artikel 7: Wanneer een lid van het college meent een belangenconflict te hebben in de zin van artikel 92 van de Nieuwe Gemeentewet of wanneer er een belangenconflict bestaat in hoofde van een lid van het college, zijn of haar partner of één van zijn/haar ouders of verwanten tot de 4^{de} graad in de zin van artikel 6 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten of er een conflictsituatie bestaat in de zin van artikel 69 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, dient hij/zij de secretaris daarvan op de hoogte te brengen alvorens enig punt te viseren waarvan een dienst vraagt dat het op de agenda staat van het college of de raad of voor de vergadering waarbij een van zijn/haar collega's dergelijk punt op de agenda geplaatst heeft.

Wanneer een personeelslid zich in dezelfde situatie bevindt, kan hij/zij het besluit niet opstellen, viseren noch uitvoeren waarbij een situatie van belangenconflict gecreëerd wordt of wanneer het besluit aanleiding geeft tot een conflictsituatie.

Artikel 8: De verslagen die de voorschriften aangaande de vorm of de inhoud niet naleven zoals voorgeschreven door onderhavig reglement of het proces geïmplementeerd in het beheerprogramma van de vergaderingen, kunnen niet op de agenda geplaatst worden.

Artikel 9: In zoverre er een objectieve urgentie bestaat, kunnen de diensten en de leden van het college analyses voorleggen die niet opgenomen zijn in de agenda. In dit geval moet de dienst de urgentie melden aan de secretaris en aan de burgemeester die beslissen dit op de agenda te plaatsen. In de mate van het mogelijke zal de secretaris dit voor de vergadering melden aan de schepenen en aan de voorzitter van het OCMW. Het diensthoofd en de dossierbeheerder die dit verslag opgemaakt heeft, blijven ter beschikking van het college tot wanneer over dit punt beraadslaagd is.

Het verslag aan het college moet in het kort het motief van de urgentie beschrijven, de objectieve redenen waardoor de dienst het punt niet binnen de opgelegde termijn kon voorstellen en de gevolgen van het uitblijven van een beslissing van het college.

Elk lid van het college en de voorzitter van het OCMW kunnen de stemming vragen over een punt dat dringend ingediend is.

Hoofdstuk III: De vergadering

Artikel 10: De agenda wordt voorgesteld door de voorzitter van de vergadering.

Wanneer personen gehoord moeten worden, wordt daarmee gestart. Vervolgens worden de punten besproken voor dewelke de voorzitter van het OCMW niet mag zetelen en de vergadering eindigt met de behandeling van de punten die dringend ingediend zijn.

Artikel 11: De gemeentesecretaris kan juridisch en administratief advies verlenen aan het college. Wat de punten betreft die dringend ingediend zijn, is de gemeentesecretaris niet gehouden tot enig onderzoek noch advies.

Artikel 12: Voor elk punt kan de stemming gevraagd worden door de voorzitter van de vergadering. In dit geval worden de besluiten genomen bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Deze beraadslaging wordt verzonden naar de minister-president van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen.

Het College keurt het voorstel van beraadslaging goed.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter-Burgemeester d.d.,
(g) Sophie de Vos

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 11 december 2018

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos